



Gestion Publique Réactive

IGPDE - Bureau de la Recherche

Actualité de la veille en gestion publique - n° 48- Septembre-octobre 2012

Canada : un budget de rigueur pour une économie en croissance

En mars dernier, le ministre canadien de l'économie, Jim Flaherty, a présenté le budget 2012-2013. Celui-ci est clairement orienté vers la réduction des dépenses publiques et l'équilibre budgétaire.

Dans le discours du budget du 29 mars 2012 prononcé par Jim Flaherty, le gouvernement Harper affirme sa volonté de garantir la santé économique du Canada et de lui fournir les moyens d'une croissance durable. Les mesures énoncées dans le budget 2012-2013¹ doivent permettre au pays de contrecarrer les effets d'une crise mondiale qui dure. Pourtant, le Canada présente un tableau moins sombre que les autres pays occidentaux.

C'est en effet l'un des rares pays de l'OCDE à avoir récupéré les emplois perdus lors de la récession de 2007-2009, avec 610 000 créations depuis juillet 2009² pour 400 000 destructions entre octobre 2008 et octobre 2009³. Le taux de chômage n'a véritablement augmenté qu'en 2009, passant de 6,1% en 2008 à 8,3% en 2009⁴. Il atteignait 7,2%⁵ en juin 2012, soit son plus bas niveau depuis le début de la crise. De plus, le pays présente, selon le FMI⁶, des perspectives de croissance encourageantes estimées à 2,1% pour 2012 et 2,2% pour 2013.

Au début des années 1990, le taux de chômage dépassait les 10 % et le pays accusait un déficit budgétaire chronique depuis plus de 20 ans. Suite à un assainissement des finances publiques, le Canada présente entre 1997 et 2007 un budget excédentaire, une dette publique décroissante (passant de 64,7% à 23,1% du PIB)⁷ et un taux de chômage qui tombe à 6% en 2007 (contre 9,1% en 1997)⁸. Mais à partir de 2008, le budget est de nouveau en déficit (celui-ci est estimé à 21 milliards de dollars canadiens - \$ CAN - pour 2012-2013) et la dette publique croît à partir de 2009 pour dépasser les 30% en 2010.

Le gouvernement considère que le budget qu'il présente n'est pas un budget de rigueur si on le compare à d'autres pays ou à certains budgets du gouvernement Chrétien⁹. Il s'inscrirait au contraire pleinement dans le plan d'action économique 2012 présenté par le gouvernement de Stephen Harper pour stimuler l'économie canadienne par le biais d'investissements publics dans divers secteurs (innovation, recherche, formation). Près d'un milliard \$ CAN doit être investi dans ces domaines¹⁰.

Objectif : l'équilibre puis l'excédent

Néanmoins, la réduction des dépenses et de la dette publique reste un des principaux objectifs du gouvernement. Il s'engage ainsi à revenir à l'équilibre budgétaire dès 2015 puis à dégager un excédent de 3,4 milliards \$ CAN l'année suivante. Ce rétablissement budgétaire devrait contribuer à la « viabilité à long terme de la situation financière du Canada »¹¹. La réduction s'effectue notamment par une « revue des programmes », exercice devenu pratique courante depuis 1993. Cet examen doit permettre aux ministères et autres administrations publiques de réaliser jusqu'à 7% d'économies, grâce à la

¹ L'année budgétaire canadienne couvre la période du 1^{er} avril au 31 mars.

² <http://www.budget.gc.ca/2012/rd-dc/speech-discours-fra.html>

³ <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2009112/pdf/11048-fra.pdf>

⁴ http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/conjn_econm/TSC/pdf/chap6.pdf

⁵ <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120706/dq120706a-eng.htm>

⁶ <http://www.lesaffaires.com/bourse/nouvelles-economiques/le-canada-s-en-tire-bien-et-poursuivra-sa-croissance-moderée/546540>

⁷ <http://www.oecd-ilibrary.org/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-canada-2012/dette-publique-nette-en-pourcentage-du-pib-eco-surveys-can-2012-graph8-fr>

⁸ http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/conjn_econm/TSC/pdf/chap6.pdf

⁹ Le gouvernement de Jean Chrétien (Parti Libéral), au pouvoir de 1993 à 2003, avait pris d'importantes mesures de réduction des dépenses. Voir Réactive n°32 « Canada : de la « révision des programmes » à l'« examen stratégique », 30 ans de rationalisation des dépenses publiques ».

¹⁰ <http://news.nationalpost.com/2012/03/29/budget-2012-federal-canada/>

¹¹ <http://www.budget.gc.ca/2012/rd-dc/speech-discours-fra.html>

rationalisation, l'accroissement de l'efficacité et la mise en commun des activités et des ressources des administrations.

Le budget 2012-2013¹² comprend de nombreuses mesures qui devraient permettre de réaliser 20 milliards \$ CAN d'économies d'ici 2015 (soit 5,2 milliards par an). Parmi les plus emblématiques, on note la suppression de 19 200 emplois publics fédéraux en trois ans (sur un effectif de 278 092 agents¹³, soit 6,9%). Ces suppressions se feront pour l'essentiel dans les villes d'Ottawa¹⁴ et de Gatineau¹⁵. Par conséquent, la répartition régionale des fonctionnaires ne devrait être que faiblement affectée. A cette réduction s'ajoute la suppression de certains programmes et organismes publics tels que Katimavik¹⁶ et la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)¹⁷. Dans le cadre de ces mesures, les départs volontaires et les retraites anticipées seront privilégiés. Paradoxalement, les recrutements ne sont pas gelés car certains profils manquent¹⁸. Il ne s'agit donc pas de reproduire le scénario des années 1990, dans lequel les emplois supprimés ont eu pour conséquence la perte de compétences et se sont traduits par des recrutements ultérieurs. Le taux d'emploi fédéral a diminué de 21% dans les années 90 mais, depuis 1999, un recrutement soutenu et continu a permis à la fonction publique fédérale de retrouver son niveau d'emploi de 1991¹⁹. Autre mesure, le relèvement de l'âge de la retraite²⁰ : il passera de 65 à 67 ans à partir de 2023. Il sera même possible de travailler au-delà, contre une bonification de la pension future. La mesure permettra en particulier d'atténuer le coût croissant des pensions, estimé à quelque 108 milliards \$ CAN en 2030, contre 38 milliards en 2011²¹.

Un budget critiqué par certains

Pour le syndicat Alliance de la Fonction publique du Canada, qui compte 172 000 membres, c'est en réalité une centaine de milliers²² d'emplois publics qui seraient menacés par ce budget. Le syndicat a d'ailleurs lancé une campagne « On est tous touchés »²³, en arguant que les citoyens subiront les conséquences de ces mesures en termes de qualité des services publics.

Le Centre de Politiques alternatives²⁴ estime pour sa part que les programmes sociaux seront fragilisés, notamment les secteurs de l'éducation et de la santé pour les populations autochtones, les logements dans les réserves, les aides sociales pour les familles à faible revenu ou les chômeurs²⁵. Même si les transferts aux collectivités ne diminuent pas à court terme, celles-ci devront prendre en charge les frais d'aide sociale pour compenser le recul de l'âge de la retraite. Elles expriment donc des inquiétudes, d'autant plus qu'à moyen terme se profile un plafonnement des transferts fédéraux en matière de santé.²⁶

Le budget 2012-2013 s'inscrit donc dans la continuité des politiques de réduction des dépenses publiques engagées par le gouvernement conservateur depuis son arrivée au pouvoir en 2006. Le rapport du Centre de Politiques alternatives mentionne ainsi trois séries de « compressions » : sur les programmes fédéraux, sur le personnel et sur les activités du gouvernement²⁷. Une autre critique de taille contenue dans ce rapport concerne le manque de transparence dont aurait fait preuve le gouvernement lors de la préparation du budget, critique reprise par Kevin Page²⁸, directeur parlementaire du budget, lors de son intervention devant le Comité permanent des finances de la Chambre des Communes, le 26 avril 2012²⁹.

Fatima Argrag

¹² <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2012/03/29/federalbudget-flaherty-highlights.html>

¹³ Bureau du dirigeant principal des ressources humaines - <http://www.tbs-sct.gc.ca/res/stats/ssen-ane-fra.asp>

¹⁴ Capitale fédérale du Canada située dans la province de l'Ontario.

¹⁵ Ville de la province du Québec (située à plus de 200 km de Montréal et à moins de 10 km d'Ottawa).

¹⁶ Katimavik est un programme de bénévolat lancé en 1977 et destiné aux jeunes. Les bénévoles travaillent à temps plein pour des ONG à but non lucratif recouvrant différents secteurs (environnement, social, culture...).

¹⁷ Fondée en 1988, la TRNEE est un organisme qui vise à promouvoir le développement durable en travaillant sur les moyens de concilier protection environnementale et développement économique.

¹⁸ « Dix-neuvième rapport annuel au Premier ministre sur la fonction publique du Canada » - Mars 2012

¹⁹ <http://etatscanadiens-canadiangovernments.enap.ca/fr/nav.aspx?sortcode=1.0.2.6>

²⁰ La Pension Sécurité Vieillesse et le Supplément de Revenu Garanti.

²¹ <http://www.servicecanada.gc.ca/fra/psr/sv/changements/faq.shtml>

²² <http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/03/01/005-manifestation-fonctionnaires-federaux.shtml>

²³ <http://www.psac-afpc.com/federal-government-layoffs/index-f.shtml>

²⁴ Le Centre de Politiques alternatives est un think-tank canadien fondé en 1980 par des professeurs de l'Université de Carleton. L'institut travaille sur différentes thématiques telles que l'économie, l'environnement et le social.

²⁵ Rapport « L'épée de Damoclès », Centre de Politiques alternatives, Janvier 2012

²⁶ <http://m.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/07/26/001-conseil-federation-sante.shtml>

²⁷ L'institut évoque les examens stratégiques lancés entre 2007 et 2011.

²⁸ Nommé en 2008, Kevin Page a pour mission de présenter au Parlement une analyse des finances de l'Etat ainsi qu'une prévision des tendances économiques.

²⁹ <http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/411/FINA/Evidence/EV5527596/FINAEV54-F.PDF>